

« Je penserai toujours, et je ne me lasse point de le répéter, que si la liberté de la presse existait dans un pays où le despotisme le plus absolu aurait mis dans la même main tous les pouvoirs, elle seule suffirait pour faire contrepois ; je suis même persuadé que, chez un peuple lecteur, la liberté illimitée d'écrire, dans aucun cas, même en temps de Révolution, ne pourrait être funeste ; par cette seule sentinelle, la république serait suffisamment gardée contre tous les vices, contre toutes les friponneries, toutes les intrigues, toutes les ambitions. »

Camille Desmoulins, automne 1789

Une dizaine d'oligarques parisiens, dont le signe distinctif est de ne pas avoir la presse pour métier, possèdent désormais la majorité des moyens d'information français. Quotidiens nationaux et régionaux, magazines, chaînes de télévision ou de radio : rien n'a échappé à la boulimie d'une poignée de milliardaires, parmi lesquels Vincent Bolloré, Xavier Niel, Patrick Drahi ou encore Bernard Arnault.

Alors que le Conseil national de la Résistance espérait, à la Libération, que la France se dote d'une presse indépendante des « puissances financières », celles-ci contrôlent aujourd'hui presque tous les médias. Et la normalisation économique se double fréquemment d'une normalisation éditoriale, quand il ne s'agit pas d'une censure pure et simple.

*Main basse sur l'information* est la première grande enquête sur le sujet depuis le séisme Bolloré-Drahi-Niel.

Écrivain et journaliste, Laurent Mauduit est cofondateur de Mediapart. Auparavant, il a été chef du service économique de *Libération* et directeur adjoint de la rédaction du *Monde*.